



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

police

Question au Gouvernement n° 2912

Texte de la question

VIOLENCES A L'ENCONTRE DES POLICIERS

M. le président. La parole est à M. Manuel Valls, pour le groupe socialiste.

M. Manuel Valls. Monsieur le ministre de l'intérieur, en Seine-Saint-Denis, en Essonne, dans les Yvelines, des policiers ont été victimes d'agressions intolérables. Je veux, au nom des députés socialistes, rendre hommage à ces hommes et à ces femmes qui tentent d'endiguer, avec courage et sang-froid, cette montée de la violence. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Daniel Mach. Il était temps !

M. Manuel Valls. Depuis le début de l'année, ce sont 9 000 policiers qui ont été blessés.

Il ne peut y avoir d'indulgence ni d'excuses à l'égard de ceux qui commettent de tels forfaits. La loi républicaine doit s'appliquer avec la plus grande fermeté, sinon il n'y a plus de règles, plus de sécurité pour nos concitoyens, plus d'ordre, plus de " vivre ensemble ", plus de cohésion nationale.

Nous sommes convaincus que les réponses à cette violence appellent un consensus républicain, une politique continue par-delà les majorités.

Hélas, monsieur le ministre, là où les systèmes fonctionnaient, telle la police de proximité, vous les avez démantelés.

M. Bruno Le Roux. Eh oui !

M. Manuel Valls. Là où manquaient les effectifs, vous ne les avez pas renforcés, comme le souligne le rapport du préfet de Seine-Saint-Denis. Là où l'autorité publique devait s'exercer avec calme et détermination, vous avez jeté de l'huile sur le feu par d'inutiles provocations. Là où nous avons besoin d'unir tous les acteurs de la sécurité, vous les avez dressés les uns contre les autres en vous défaussant de vos échecs sur les juges, les élus ou les associations. Là où la politique pénale avait besoin de clarté, vous l'avez sans cesse modifiée. Il en résulte un grand désordre dans les esprits et les comportements.

Alors, monsieur le ministre, parce que je fais partie de ceux qui n'ont pas hésité à saluer, en 2002, votre détermination, parce que nous sommes nombreux sur tous les bancs, les maires notamment, à parler clair et à agir concrètement, contre la délinquance, auprès de la police nationale et de la gendarmerie, je vous pose deux questions précises. Allez-vous continuer de mettre les policiers en danger par votre politique ? Croyez-vous, monsieur le ministre, vous qui êtes candidat à l'élection présidentielle, que les choses peuvent continuer de la sorte, alors que, chaque jour, vous vous déchargez davantage de vos fonctions gouvernementales ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*. Je m'attendais à la deuxième question, monsieur Valls, mais je m'en tiendrai à la première. Vous me demandez si je vais continuer : oui, je continuerai à ne pas demander l'autorisation du parti socialiste pour agir au service de la sécurité des Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Jean Glavany. C'est bien ce qui nous inquiète !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Monsieur Valls, vous êtes l'un de ceux qui a toujours considéré, et c'est à votre honneur, que votre parti faisait fausse route dans l'angélisme militant à l'endroit de l'insécurité *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* et je tiens à vous rendre

hommage ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Vous avez longtemps été isolé au sein du parti socialiste, et je suis donc très content de voir que, à six mois des élections, celui-ci vous donne la parole, vous qui avez moins perdu en crédibilité qu'un certain nombre d'autres.

(*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Un député du groupe socialiste. Ridicule !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Monsieur Valls, pourquoi le parti socialiste n'a, depuis 2002, voté aucun des crédits, aucune des créations de poste, aucune des réformes que nous avons proposés ? Quand nous nous sommes tournés vers vous en vous disant vouloir créer 6 000 postes, vous n'en avez pas voulu, jugeant cet objectif insuffisant ! Quelle crédibilité avez-vous aujourd'hui en déclarant que nous n'en avons pas fait assez, alors que vous n'étiez pas d'accord sur les moyens que nous avons accordés à la police ? (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste.*)

En outre, vous proposez une seule réforme : la police de proximité.

M. Augustin Bonrepaux. C'est de la provocation !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Or si la police de proximité était la solution au problème, pourquoi l'année 2002 a-t-elle été si catastrophique pour vous ? (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Au fond, vous dites aux Français : " Nous n'avons rien compris : nous proposons de faire en 2007 ce qui a échoué avant 2002 " ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.- Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Entre 1998 et 2002, les violences contre les personnes ont augmenté de 58 %, et vous nous demandez pourquoi nous ne reprenons pas la politique qui a échoué !

Enfin, 2 890 policiers ont été blessés en opérations depuis le 1er janvier. Pourquoi ? Parce que les policiers de la République font leur devoir, qu'ils vont dans des quartiers où la police n'allait plus, qu'ils démantèlent des réseaux qu'on ne démantelait plus (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) et que je leur demande de continuer à faire leur devoir ! Voilà pourquoi des policiers ont été blessés ! La seule chose à attendre de la représentation nationale, c'est un soutien sans faille à la police de la République française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Manuel Valls](#)

Circonscription : Essonne (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2912

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 octobre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 octobre 2006